

fiance dans notre effort. Ce serait également montrer que, sans vouloir nous mêler des décisions d'aucun gouvernement à l'égard de ses obligations nationales, nous nous opposons nettement au mercantilisme dans le domaine de la production d'armes.

Je reviens à ce que j'ai dit à propos de l'uniformisation. Quelles que soient les raisons qui empêchent de nous entendre sur l'uniformisation des armes, je tiens à souligner au Gouvernement la très haute importance de faire tout en son pouvoir pour que soient étudiées de nouveau les décisions dont les conséquences peuvent être si désastreuses pour nous et pour tous les pays de l'Atlantique. Il n'est pas trop tard pour revenir sur les décisions peu sages qu'on a prises de fabriquer des armes de calibres et de types différents dans les pays qui tentent d'unifier leurs armées en Europe sous le commandement du général Eisenhower ou ailleurs sous des commandements unifiés.

A mon avis, le Canada, qui démontrera clairement qu'aucune de nos lignes de conduite énoncées nettement par le passé ne s'inspire d'un mobile égoïste, pourrait, beaucoup mieux peut-être qu'aucun autre pays à l'heure actuelle, inviter les pays à étudier de nouveau la question. Si le danger est aussi réel, aussi grand qu'on le dit, il ne faut rien négliger pour assurer aux pays du monde libre une puissance maximum. Le Canada, à l'heure actuelle, est en mesure de prendre l'initiative, de prendre des dispositions dont les conséquences pourront être de la plus haute importance pour nous et l'humanité ces prochaines années.

M. Thatcher: Monsieur le président, je me réjouis de cette occasion de prendre part au débat sur les crédits du ministre de la Production de défense et j'en suis heureux pour plusieurs raisons. La plupart des Canadiens, je crois, accueilleront avec joie la déclaration du ministre. Quelques-uns d'entre nous déplorons parfois un peu la façon d'agir du ministre, mais je crois que tous les Canadiens conviendront qu'il semble capable d'obtenir des résultats.

Je dois toutefois dire que, depuis les deux mois et demi qu'il dirige le ministère de la Production de défense, le ministre ne s'est pas révélé autant qu'il a l'habitude de le faire. Il n'a pas fait preuve de sa clairvoyance ordinaire d'hommes d'affaire ou de son aptitude ordinaire à obtenir la collaboration dont il a besoin. Il me semble que la première tâche du ministère de la Production de défense est de réarmer le Canada, de fournir

[M. Drew.]

à nos troupes des armes, de l'équipement, afin qu'elles puissent défendre le pays dans l'éventualité d'une agression armée.

Les chiffres fournis ce matin par le ministre prouvent qu'il y a quelques progrès d'accomplis dans ce domaine. Je soutiens toutefois qu'on pourrait en accomplir infiniment plus, si le ministre acceptait de changer dans son ministère certaines règles administratives importantes, fondamentales. On peut dire qu'aujourd'hui au Canada, seulement deux, ou peut-être deux provinces et demie, produisent à peu près à plein rendement en vue de la défense.

On peut comparer le ministre à un cultivateur qui doit transporter une lourde charge en charrette. Il possède non seulement huit ou dix chevaux qu'il pourrait y atteler mais tous les harnais nécessaires. La plupart d'entre nous estimerait donc ce cultivateur peu intelligent de se servir non pas de ses huit ou dix chevaux et du harnachement dont il dispose mais de deux seulement. Presque tous les députés seraient d'avis que ce cultivateur est idiot s'il obligeait deux chevaux seulement à trainer la charrette et s'il tirait tellement sur les guides qu'ils ne pouvaient avancer.

C'est précisément de cette manière que le ministre agit dans son service. Il ressemble à ce cultivateur parce qu'il empêche sept ou huit de nos provinces de participer pleinement à l'effort de défense. Il n'utilise que deux provinces, peut-être, deux et demie ou trois.

M. Benidickson: Un demi-cheval?

M. Thatcher: Même en utilisant toutes les usines et toutes les ressources que nous possédons, nous aurons de la veine si nous nous réarmons à temps et si nous parvenons à faire face à toute agression possible. Mais si nous utilisons seulement une partie des richesses dont nous disposons, il est beaucoup moins probable que nous soyons prêts à temps.

Les gens de la Saskatchewan, de l'Alberta, du Manitoba, de Terre-Neuve, de l'Île du Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de la Colombie-Britannique, aussi patriotes que ceux du Canada central, désirent vivement participer à l'effort de défense. Ils veulent aider au réarmement du Canada et à la préparation de nos troupes. Ils demandent seulement au ministre de leur fournir l'occasion d'utiliser davantage leurs moyens de fabrication.

Comme le ministre n'est pas cultivateur, il n'a peut-être pas très bien compris mon